

الرقم	الموضوع <i>Genre et lutte contre la pauvreté</i>		مركز المرأة العربية للتدريب والبحوث 
البلد <i>Maroc</i>	موقع الواب :	المصدر : <i>Le Matin</i>	
العدد و ص :	التاريخ <i>06-06-2012</i>		

Pauvreté Pourquoi le phénomène persiste-t-il ?

CARE Maroc en collaboration avec le Réseau marocain d'économie sociale et solidaire (REMESS) ont présenté une étude, mardi dernier, sur les causes profondes de la pauvreté afin d'avoir un impact plus significatif auprès des populations les plus vulnérables.

Malgré tous les efforts qui ont été fournis pour lutter contre la pauvreté, celle-ci persiste encore au Maroc et touche plusieurs catégories sociales de la population, entraînant ainsi d'autres conséquences. Afin de mieux comprendre les principaux facteurs de ce fléau, CARE Maroc s'est engagé dans un processus de planification stratégique en 2010, et ce, en organisant plusieurs ateliers internes de réflexion pour mieux cerner ses forces et valeurs ajoutées. Cette ONG internationale a également mis en œuvre une étude en collaboration avec le Réseau marocain d'économie sociale et solidaire (REMESS) sur les causes profondes de la pauvreté dont les résultats ont été présentés mardi dernier lors d'un atelier de développement de son plan stratégique. «L'étude du REMESS est très importante pour nous. En effet, les résultats de cette étude permettront à CARE et ses partenaires de mieux cibler leur groupe d'impact parmi les populations les plus vulnérables et de définir ensemble des approches innovantes et durables», souligne Othmane Bekkari, président de CARE Maroc, lors de cette rencontre.

L'étude du REMESS sur les causes profondes de la pauvreté se fonde principalement sur une enquête de type qualitatif pour saisir la pauvreté à travers les déclarations spontanées des pauvres eux-mêmes. Elle se situe dans une complémentarité avec des études de type quantitatif, jusqu'alors entreprises essentiellement par le Haut-Commissariat au Plan (HCP). «Le périmètre de l'enquête couvre les trois communes rurales de Dar Bouazza (Wilaya du grand Casablanca), Aghouatim (Wilaya de Marrakech) et Ain Sfa (Wilaya d'Oujda). Les sites ont été sélectionnés en tenant compte de leur taux de pauvreté, de leurs diversifications socio-économiques et de leur éligibilité aux interventions de l'Initiative nationale du développement humain (INDH) et aux projets développés par Care international Maroc», explique Hamid El Farouki, ingénieur statisticien-économiste au REMESS. Et d'ajouter : «Les dimensions genre et diversité ont été introduites de façon transversale et une attention particulière a été portée à la représentation des personnes les plus démunies, notamment les familles nombreuses et sans ressource, les mal-logés, les femmes nécessiteuses (veuves et divorcées), les personnes âgées, les handicapés...».

Les facteurs de la pauvreté.

Selon cette étude, les mots clés, retenus comme les plus pertinents dans la traduction de la réalité de la pauvreté, pourraient être regroupés en trois grandes classes. Premièrement, une classe formée par les facteurs explicatifs qui concernent le territoire en termes de quête de mise à niveau territoriale, qui consisterait à améliorer les indicateurs des services socio-économiques (accès aux services divers, santé, éducation, habitat, eau potable). Elle peut ainsi servir d'interprétation d'une situation marquée par le déficit en équipements collectifs et renvoie au constat des insuffisances des politiques publiques, pour assurer un environnement favorable à l'amélioration des conditions du niveau de vie des populations.

La seconde classe serait composée, selon le REMESS, des facteurs directement liés à l'individu et par laquelle sont expliqués les déficits en opportunités d'emploi et de génération de revenus, ainsi que des insuffisances en termes de qualification et de formation en vue d'une meilleure insertion dans la vie active. Enfin, la troisième classe serait celle liée au rôle de la commune, en tant qu'institution décentralisée, émanation directe du suffrage exprimé par l'implication locale. «La principale conclusion que l'on ne saurait ignorer dans cette approche se résume dans le fait que les pauvres, qui sont les mieux placés pour connaître leurs propres conditions, demandent à être partie prenante dans l'identification, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques qui leurs sont destinées pour lutter contre ce fléau», affirme El Farouki. «Cette volonté de vouloir jouer un rôle, en tant que partenaires actifs, trouve sa légitimité dans les résultats mitigés ou tout au moins non optimisés des différents programmes et mesures publics, jusqu'à lors engagés», poursuit-il.

Femme et pauvreté

En termes de vision d'ensemble et de cohérence globale, les femmes apparaissent comme la catégorie la plus apte à donner l'appréciation la plus complète du phénomène qu'elle ressent comme étant une pauvreté, indique le rapport du REMESS sur les causes profondes de la pauvreté. A côté des problématiques du logement, d'emploi et de déficit en paramètres sociaux d'équipements communaux, les femmes mettent en avant les difficultés d'entreprendre pour des raisons de financement et d'encadrement, tout en soulignant la faiblesse des débouchés de commercialisation. Cette situation est considérée, surtout par les jeunes filles de moins de 25 ans, comme un enfermement dans le cercle vicieux qui consiste à reproduire la pauvreté par les pauvres eux-mêmes, dans une totale absence d'issues pour la valorisation des compétences aussi performantes soient-elles.

Repères

Atelier de CARE Maroc

Les résultats de cet atelier seront repris dans le plan stratégique de CARE Maroc à long terme, qui sera partagé avec les partenaires, les bailleurs et les autorités.

Une soixantaine de représentants des gouvernements, des institutions de développement et des associations de solidarité nationales et internationales ont participé à cet atelier.